

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er}, tel que remplacé par l'article 6, 1°, du présent arrêté, et 2 :

« Le précompte mobilier et le précompte professionnel se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du rôle auquel ils sont portés conformément à l'article 304, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code. »

3° à l'alinéa 3, les mots "Ce délai" sont remplacés par les mots "Le délai visé aux alinéas précédents".

Art. 7. Dans l'article 166, § 3, du même arrêté, les mots "En cas de réclamation ou de recours" sont remplacés par les mots "En cas de réclamation, de demande de dégrèvement visée à l'article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992 ou d'action en justice".

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 6 avril 1999.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, *Moniteur belge* du 27 mars 1999.

Lois sur Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, erratum 8 octobre 1996.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrête royal du 22 octobre 1993, *Moniteur belge* du 29 octobre 1993.

Arrêté royal du 20 janvier 1994, *Moniteur belge* du 9 février 1994.

Arrêté royal du 3 janvier 1995, *Moniteur belge* du 17 janvier 1995.

Arrêté royal du 10 janvier 1997, *Moniteur belge* du 11 février 1997.

2° het volgende lid wordt tussen het eerste lid, zoals vervangen door artikel 6, 1°, van dit besluit, en het tweede lid ingevoegd :

« De roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier waarin ze zijn opgenomen krachtens artikel 304, § 1, 2° lid, van hetzelfde Wetboek. »

3° in het derde lid, worden de woorden "Die termijn" vervangen door de woorden "De termijn bedoeld in de vorige leden".

Art. 7. In artikel 166, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden "In geval van bezwaar of van beroep" vervangen door de woorden "In geval van bezwaar, van een in artikel 376 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde aanvraag om ontheffing of van een vordering in rechte".

Art. 8. Dit besluit heeft uit werking met ingang van 6 april 1999.

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1999.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, erratum 8 oktober 1996.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 22 oktober 1993, *Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 1993.

Koninklijk besluit van 20 januari 1994, *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1994.

Koninklijk besluit van 3 januari 1995, *Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1995.

Koninklijk besluit van 10 januari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1997.

F. 99 — 1632

[C - 99/03328]

3 MAI 1999. — Arrêté royal organisant un système de décision anticipée en matière fiscale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris sur le fondement des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Ces articles fondent le pouvoir organique du Roi de répartir les attributions du Pouvoir Exécutif et de régler le fonctionnement des départements ministériels.

GENERALITES

Garantir la sécurité juridique des opérateurs économiques est une condition essentielle au développement des investissements. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'offrir au contribuable la possibilité d'interroger l'administration fiscale en vue d'obtenir une décision par laquelle celle-ci détermine comment elle appliquera la loi par rapport à une situation non encore réalisée qui lui est exposée.

N. 99 — 1632

[C - 99/03328]

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot inrichting van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening van Uwe Majesteit wordt voorgelegd, wordt genomen op grond van de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Deze artikelen verlenen aan de Koning de organieke macht om de aan de Uitvoerende Macht toegekende bevoegdheden te verdelen en om de werking van de Ministeriële Departementen te regelen.

ALGEMEEN

Het waarborgen van juridische zekerheid aan de economische actoren is een essentiële voorwaarde voor de ontwikkeling van de investeringen. Om dat doel te bereiken, is het nodig de belastingplichtige de mogelijkheid te bieden de fiscale administratie te raadplegen teneinde een beslissing te bekomen waarin zij bepaalt hoe zij de wet zal toepassen ten opzichte van een nog niet verwezenlijkte situatie die haar wordt uiteengezet.

En Belgique, quelques dispositions légales particulières permettent déjà au contribuable d'obtenir un accord de l'administration, ainsi le régime des centres de coordination régi par l'arrêté royal n° 187 et celui des demandes à adresser, conformément à l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992, à la Commission des accords fiscaux préalables. A côté de celles-ci, la pratique a mis en place, par le biais de circulaires administratives, des procédures analogues s'agissant notamment des centres de distribution et de service. Ces dispositifs n'appréhendent, cependant, qu'un nombre réduit d'activités ou d'opérations sans que n'existe, en la matière, de pratique systématisée et uniforme.

Dès lors, en dehors de ces hypothèses limitées, l'administration détermine sa position, la première fois, au moment du contrôle, soit longtemps après que le fait générateur de l'impôt se sera réalisé. Ce laps de temps séparant le fait générateur de l'établissement de l'impôt crée l'insécurité juridique, à défaut d'une suffisante prévisibilité quant à l'application de la règle de droit fiscal. S'il est, certes, possible d'interroger l'administration centrale dans des situations particulières ou complexes, aucun délai n'existe pour fournir une réponse aux questions posées et l'interlocuteur est, le plus souvent, insuffisamment identifiable, de telle sorte que, surtout pour les nouveaux investisseurs, toute consultation préalable est, en principe, impossible.

PORTEE DE L'ARRETE ROYAL PROPOSE

Le texte proposé entend, d'abord, étendre la possibilité d'obtenir une décision anticipée aux projets d'investissement en immobilisations corporelles ou incorporelles. Si les immobilisations financières sont expressément exclues, la décision anticipée pourra, naturellement, porter sur les conséquences fiscales, pour l'investisseur, du financement des immobilisations corporelles ou incorporelles.

Dans ce cadre, les demandes de décisions anticipées pourront notamment concerner :

- 1° les annuités d'amortissement pour des investissements en immobilisations corporelles ou incorporelles;
- 2° l'existence ou non d'un établissement stable en Belgique;
- 3° l'application de l'article 26 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'agissant des méthodes de « cost plus », des conventions de « cost sharing », des rémunérations diverses « at arm's length », des conditions d'octroi de « management fees »;

- 4° l'application du droit d'enregistrement sur les apports en capital;
- 5° le régime TVA sur les opérations extracommunautaires.

Le texte proposé tend, ensuite, à instaurer une procédure uniformisée, à la fois, par la mise en place d'un centre décisionnel unique et par l'instauration de délais endéans lesquels la décision anticipée doit être rendue.

Ainsi, sous réserve des accords octroyés dans le cadre des dispositifs légaux existants, toute décision anticipée sera rendue par le Ministre des Finances ou son délégué, en ce compris les décisions relatives aux centres de distribution ou de services.

S'agissant des délais, une distinction est apportée selon l'objet et la nature de la demande. La décision anticipée relative aux centres de distribution ou de services, lorsque la demande porte exclusivement sur une activité standardisée, sera rendue dans un délai d'un mois. A cet effet, un modèle de demande reprenant la liste des activités standardisées sera établi par l'administration. A défaut de réponse dans le délai d'un mois, la demande sera considérée comme acceptée. Les autres décisions seront notifiées dans un délai de trois mois, lequel pourra éventuellement être prolongé d'un terme identique lorsque les particularités de la demande requièrent un examen plus approfondi.

Il charge, enfin, un service administratif, spécialement constitué à cette fin, de la mission prioritaire de préparer et de publier par résumé, à la fois, les décisions anticipées rendues à la demande du contribuable et les accords préalables octroyés dans le cadre des procédures légales existantes (A.R. n° 187 relatif à l'agrément des centres de coordination; article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992).

Si le système de la décision anticipée a pour but de garantir la sécurité juridique de l'opérateur économique ou de l'investisseur, il n'a pas pour objet de lui accorder, par dérogation à la loi, une faveur qui viendrait réduire ou remettre l'impôt normalement dû. Accorder, par voie contractuelle, des exemptions ou exonérations d'impôt serait, en outre, contraire aux prescrits des articles 170 et 172 de la Constitution.

Enkele bijzondere wettelijke bepalingen laten de belastingplichtige reeds toe om in België een akkoord te bekomen van de administratie, zoals het stelsel van de coördinatiecentra voorzien door het koninklijk besluit nr. 187 en het stelsel van de aanvragen die overeenkomstig artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, aan de Commissie voor voorafgaande fiscale akkoorden kunnen worden gericht. Daarnaast is door middel van administratieve circulaire een praktijk van analoge procedures uitgewerkt inzonderheid met betrekking tot distributie- en dienstencentra. Die bepalingen omvatten evenwel slechts een beperkt aantal activiteiten of verrichtingen zonder dat er op dat vlak een gesystematiseerde en éénvormige praktijk bestaat.

Behoudens die in aantal beperkte hypothesen, bepaalt de administratie bijgevolg voor de eerste keer haar standpunt op het ogenblik van de controle, hetzij lange tijd nadat het feit dat de belasting doet ontstaan, zich heeft voorgedaan. Het is die tijdspanne tussen het feit dat de belasting doet ontstaan en de vestiging van de belasting die de juridische onzekerheid doet ontstaan, wegens een onvoldoende voorspelbaarheid wat de toepassing van de regels van het fiscaal recht betreft. Het is weliswaar mogelijk in bijzondere of ingewikkelde situaties het hoofdbestuur te raadplegen, maar er is geen enkele termijn bepaald voor het beantwoorden van de gestelde vragen en de gesprekspartner is meestal onvoldoende identificeerbaar, zodat, vooral voor nieuwe investeerders, elke voorafgaande raadpleging in de praktijk onmogelijk is.

DRAAGWIJDTE VAN HET VOORGESTELDE KONINLIJKE BESLUIT

In de voorgestelde tekst wordt vooreerst de mogelijkheid om een voorafgaande beslissing te bekomen, uitgebreid tot investeringsprojecten in materiële en immateriële vaste activa. Weliswaar worden de financiële vaste activa uitdrukkelijk uitgesloten, maar de voorafgaande beslissing kan uiteraard ook slaan op de fiscale gevolgen voor de investeerder, van de financiering van de materiële of immateriële vaste activa.

In dit kader kunnen de aanvragen om voorafgaande beslissingen onder andere betrekking hebben op :

- 1° de afschrijvingsannuïteiten voor investeringen in materiële of immateriële vaste activa;
- 2° het al dan niet bestaan van een vaste inrichting in België;
- 3° de toepassing van artikel 26 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 handelend over de « cost plus »-methodes, over de « cost sharing »-overeenkomsten, over de verscheidene vergoedingen « at arm's length », over de voorwaarden tot toekenning van « management fees »;
- 4° de toepassing van de registratierechten op de kapitaalbrengen;
- 5° het BTW-stelsel op de extra-communautaire handelingen.

De voorgestelde tekst heeft, vervolgens, als doel een éénvormige procedure in te stellen door tegelijk één beslissingscentrum op te richten en door termijnen op te leggen binnen dewelke de voorafgaande beslissing moet worden getroffen.

Behoudens de akkoorden die in het kader van de bestaande wettelijke bepalingen zijn afgesloten, zal iedere voorafgaande beslissing dus getroffen worden door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde, met inbegrip van de beslissingen die betrekking hebben op distributie- of dienstencentra.

Inzake de termijnen, wordt een onderscheid gemaakt al naargelang het voorwerp en de aard van de aanvraag. De voorafgaande beslissing betreffende de distributie- of dienstencentra zal, indien de aanvraag uitsluitend slaat op een standaardactiviteit, binnen een termijn van één maand worden getroffen. Daartoe zal de administratie een model van aanvraag opstellen waarin de lijst met standaardactiviteiten wordt opgenomen. Bij gebrek aan antwoord binnen de termijn van één maand, zal de aanvraag geacht worden te zijn aangenomen. De andere beslissingen zullen bekendgemaakt worden binnen een termijn van drie maanden, die eventueel met eenzelfde termijn kan worden verlengd indien de bijzonderheden van de aanvraag een grondiger onderzoek vereisen.

Tenslotte wordt een speciaal daartoe opgerichte administratieve dienst belast met de prioritaire taak om zowel de voorafgaande beslissingen die op verzoek van een belastingplichtige getroffen zijn als de voorafgaande akkoorden die in het kader van bestaande wettelijke procedures zijn afgesloten (K.B. nr. 187 betreffende de erkenning van coördinatiecentra; artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992) voor te bereiden en in samenvatting te publiceren.

Het stelsel van de voorafgaande beslissing heeft weliswaar als doel de juridische zekerheid van economische actoren of de investeerder te waarborgen, maar de doelstelling bestaat er niet in hen, in afwijking van de wet, een voordeel toe te kennen waardoor de normaal verschuldigde belasting zou verminderd of kwijtescholden worden. Het toekennen van vrijstellingen of ontheffingen van belasting, door middel van overeenkomsten, zou trouwens strijdig zijn met de artikelen 170 en 172 van de Grondwet.

Il en résulte que toute décision anticipée sera rendue dans le respect des dispositions légales et réglementaires, de la jurisprudence et de la doctrine administrative.

Le texte proposé organise une pratique systématisée et uniforme de consultation du Ministre des Finances ou de son délégué, en vue de préciser les conditions d'application des dispositions légales et réglementaires existantes aux opérations ou aux investissements en projet.

Il s'écarte de l'avis du Conseil d'Etat en ce que ce dernier énonce des réserves sur la base juridique du texte proposé, tel qu'il est conçu et rédigé.

Il convient de préciser à cet égard que l'arrêté n'a pas pour objet de conférer à l'autorité compétente le pouvoir d'interpréter a priori les dispositions fiscales applicables aux opérations décrites par le demandeur. En revanche, il confie à cette autorité la mission d'apprécier correctement la nature des opérations envisagées, en vue de préciser par une décision anticipée liant l'administration l'application des dispositions légales, réglementaires ou administratives à une situation particulière pendant une période déterminée.

Ce pouvoir de lier l'administration ne diffère pas des pratiques existantes, telles qu'elles résultent de diverses dispositions énoncées au début du présent rapport. Ainsi, l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 prévoit que le Ministre des Finances arrête les transactions entre l'administration et les contribuables, dans les cas où elles sont autorisées par la loi. Par ailleurs, les cours et tribunaux ont défini les principes généraux de bonne administration et de sécurité juridique, notamment à propos d'accords conclus entre l'administration et les contribuables.

Le texte proposé organise le cadre et prévoit les moyens permettant au Ministre des Finances ou à son délégué de fixer la base sur laquelle l'impôt sera établi dans une espèce déterminée et de prévenir des difficultés ultérieures par un accord avec le contribuable.

Par ailleurs, l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5^o, tient compte des modifications légales concomitantes apportées à l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Enfin, en ce qu'il organise un cadre permettant un traitement uniforme et la bonne fin des demandes de décisions anticipées dans les cas où celles-ci sont permises par des dispositions légales, réglementaires et administratives existantes, le texte proposé contribue à une application correcte du principe d'égalité devant la loi.

A cet égard, le champ d'application des présentes dispositions n'a pas la même portée que celle de l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992 organisant un système d'accords fiscaux préalables auquel elles ont été comparées. L'article 345 vise notamment des dispositions pour lesquelles l'appréciation des besoins légitimes de caractère économique et financier, donnée par la Commission des accords fiscaux préalables s'avère déterminante.

Le dispositif proposé a, quant à lui, pour objectif premier d'organiser le cadre d'une pratique uniformisée de consultation, telle qu'elle est décrite ci-avant.

J'ai l'honneur,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « organisant un système de décision anticipée en matière fiscale », a donné le 19 mars 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

Daaruit volgt dat iedere voorafgaande beslissing zal worden getroffen met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen, van de rechtspraak en de administratieve doctrine.

De voorgestelde tekst richt een gesystematiseerde en éénvormige raadplegingspraktijk van de Minister van Financiën of van zijn gedelegeerde in om de toepassingsvoorwaarden te verduidelijken van de wettelijke en reglementaire bepalingen die voor de verrichtingen of voor de geplande investeringen bestaan.

Hij wijkt af van het advies van de Raad van State in zoverre laatstgenoemde voorbehoud heeft bij de juridische grondslag van de voorgestelde tekst, zoals die is ontworpen en opgesteld.

In dit opzicht dient te worden verduidelijkt dat het besluit niet tot doel heeft de bevoegde autoriteit te machtigen a priori de fiscale bepalingen te interpreteren die van toepassing zijn op de door de aanvrager beschreven verrichtingen. Daarentegen vertrouwt het aan deze autoriteit de opdracht toe om de aard van de overwogen verrichtingen juist te beoordelen om door een voorafgaande beslissing die de administratie bindt, de toepassing te verduidelijken van de wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen op een bijzondere situatie gedurende een bepaalde periode.

Deze bevoegdheid om de administratie te binden, verschilt niet van de bestaande praktijken, zoals die voortvloeien uit verschillende bepalingen die in het begin van dit verslag worden vermeld. Aldus bepaalt artikel 9 van het besluit van de Regent van 18 maart 1831 dat de Minister van Financiën de verrichtingen vaststelt tussen de administratie en de belastingplichtigen, in de gevallen waar deze bij de wet zijn gemachtigd. Bovendien hebben de hoven en rechtbanken de algemene principes van goed bestuur en van juridische zekerheid gedefinieerd, onder meer ten aanzien van akkoorden die tussen de administratie en de belastingplichtigen worden gesloten.

De voorgestelde tekst richt het kader in en bepaalt de middelen die het de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde toelaten de basis vast te stellen waarop de belasting in een bepaald geval zal worden gevestigd en latere moeilijkheden te voorkomen door een akkoord met de belastingplichtige.

Bovendien houdt artikel 1, § 1, 5^o, rekening met de bijkomende wettelijke wijzigingen die aan artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zijn aangebracht.

Ten slotte, in zoverre hij een kader inricht dat een éénvormige behandeling en de goede afwikkeling toestaat van de aanvragen om voorafgaande beslissingen in gevallen waar deze door de bestaande wettelijke, reglementaire en administratieve bepalingen worden toegestaan, draagt de voorgestelde tekst bij tot een juiste toepassing van het principe van gelijkheid voor de wet.

In dit opzicht heeft de toepassings sfeer van deze bepalingen niet dezelfde draagwijdte als die van artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot inrichting van een systeem van voorafgaande fiscale akkoorden waarmee zij zijn vergeleken. Artikel 345 beoogt onder meer bepalingen waarvoor de beoordeling van rechtmatige financiële of economische behoeften, gegeven door de Commissie voor voorafgaande fiscale akkoorden, bepalend blijkt te zijn.

De voorgestelde voorziening heeft, wat haar betreft, als hoofddoel het kader in te richten voor een éénvormige raadplegingspraktijk, zoals die hierboven is omschreven.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 maart 1999 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot inrichting van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken », heeft op 19 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de vertaling van de in de brief gegeven motivering aldus :

« (l'urgence est motivée)... par la circonstance que chaque jour qui s'écoule sans que ne soit organisé un système de décision anticipée en matière fiscale pourrait entraîner la perte d'investissements essentiels pour le pays. ».

L'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat requiert une « urgence spécialement motivée » pour justifier la consultation de la section de législation dans un délai de trois jours. Il en résulte que s'il appartient, dans ce contexte, à l'autorité compétente d'apprécier la nécessité d'adopter d'urgence les dispositions qu'elle projette, il lui incombe néanmoins d'en préciser les raisons et il revient au Conseil d'Etat, section d'administration, lorsqu'il est saisi d'un recours en annulation d'un arrêté dont l'urgence est contestée, de vérifier la pertinence et la réalité des motifs d'urgence invoqués.

Pour être pertinents, ces motifs doivent procéder de circonstances précises et particulières en raison desquelles la consultation de la section de législation n'aurait pu se faire dans les délais ordinaires sans compromettre la réalisation du but poursuivi par les mesures envisagées, ainsi que l'utilité de celles-ci.

Pour être réels, les motifs d'urgence ne peuvent pas être démentis par les faits, notamment par le manque de diligence de l'autorité elle-même. C'est ainsi que le Conseil d'Etat examine, entre autres, les conditions dans lesquelles les arrêtés attaqués ont été élaborés, notamment du point de vue de la célérité de la procédure (1).

Or, selon l'avis de l'inspecteur des Finances joint à la demande d'avis, la décision de principe en rapport avec le projet a été prise par le Conseil des ministres le 5 décembre 1997. Partant, rien ne permet d'établir de façon sûre que l'arrêté en projet résisterait à une critique de légalité de l'urgence alléguée et de sa motivation, sous la forme d'un recours en annulation (lois coordonnées, article 14), ou sous la forme d'une exception d'illégalité (Constitution, article 159).

C'est sous le bénéfice de cette réserve, et sans connaître tous les éléments de fait qui permettraient de vérifier adéquatement la pertinence et la réalité de l'urgence alléguée, que le Conseil d'Etat donne le présent avis.

Examen du projet

I. Base juridique

1. L'arrêté en projet s'inspire très largement du système des accords fiscaux préalables institué à l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992 (en abrégé CIR 92), disposition introduite dans le Code par la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions budgétaires.

A l'époque, le Gouvernement comme le Conseil d'Etat ont considéré que la matière devait être réglée par la loi, ce que fit le législateur.

Dans son avis du 24 février 1999 sur l'arrêté présentement examiné, l'inspecteur des Finances s'est prononcé dans le même sens, observant ce qui suit :

« Nochtans heeft de inspectie twijfels bij de juridische vorm die er hier aan wordt gegeven. Men introduceert hier immers elementen uit het angelsaksische recht in ons Belgisch systeem : de voorafgaande beslissingen over cases zullen bekend gemaakt worden en dus al snel als precedent dienen. De vraag is dan ook of er voldoende garanties ingebouwd zijn om de rol van zowel de wetgevende als van de rechterlijke macht te respecteren. De inspectie wijst er ten andere op dat dit KB louter op de algemene grondwettelijke bevoegdheid van de Koning ter organisatie van de uitvoerende macht is gesteund (art. 37 en 107, 2e lid), en niet op enige andere wettelijke basis. Dit lijkt nogal mager voor een principesbesluit inzake fiscale aangelegenheden. ».

A propos de cette objection, force est de constater que le rapport au Roi se borne à préciser ce qui suit :

« L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris sur le fondement des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution. Ces articles fondent le pouvoir organique du Roi de répartir les attributions du Pouvoir exécutif et de régler le fonctionnement des départements ministériels. ».

« ... door de omstandigheid dat elke dag die voorbij gaat zonder dat een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken wordt ingericht het verlies van essentiële investeringen voor het land zou kunnen teweeg brengen; ».

Krachtens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan alleen in met « bijzondere redenen omklede » spoedeisende gevallen aan de afdeling wetgeving worden gevraagd dat ze binnen een termijn van drie dagen advies verleent. Daaruit volgt dat, hoewel het in die context aan de bevoegde overheid staat om na te gaan of de bepalingen die zij voornemens is uit te vaardigen dringend moeten worden aangenomen, die overheid daarvan niettemin de redenen moet aangeven. Daarnaast dient de Raad van State, afdeling administratie, wanneer bij hem een beroep aanhangig is gemaakt tot nietigverklaring van een besluit waarvan het spoedeisende karakter wordt betwist, na te gaan of de redenen die voor het verzoek om spoedbehandeling zijn aangevoerd relevant zijn en met de werkelijkheid stroken.

Die redenen kunnen alleen dan relevant zijn als ze voortspruiten uit precieze en bijzondere omstandigheden die tot gevolg hebben dat de verwezenlijking van het doel dat met de voorgenomen maatregelen wordt nagestreefd, alsook het nut van die maatregelen in het gedrang zouden komen, indien de afdeling wetgeving zou worden verzocht om binnen de gewone termijnen advies te geven.

De redenen van het verzoek om spoedbehandeling kunnen alleen dan met de werkelijkheid stroken als ze niet door de feiten worden tegengesproken, inzonderheid doordat de overheid zelf niet genoeg spoed heeft gemaakt. Zo gaat de Raad van State onder andere na in welke omstandigheden de bestreden besluiten tot stand gekomen zijn, inzonderheid vanuit het oogpunt van de spoed waarmee de procedure is doorlopen (1)

Welnu, volgens het advies van de inspecteur van Financiën dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, heeft de Ministerraad de principebeslissing in verband met het ontwerp op 5 december 1997 getroffen. Bijgevolg kan uit niets met zekerheid worden gesteld dat het ontworpen besluit de toetsing van de wettigheid van de aangevoerde spoed en van de motivering ervan door middel van een beroep tot nietigverklaring (gecoördineerde wetten, artikel 14), of van een exceptie van onwettigheid (Grondwet, artikel 159) zou kunnen doorstaan.

De Raad van State verleent dit advies onder dat voorbehoud, aangezien de Raad niet alle feitelijke gegevens kent aan de hand waarvan op passende wijze zou kunnen worden nagegaan of de redenen die voor de aangevoerde spoed zijn opgegeven relevant zijn en met de werkelijkheid stroken.

Onderzoek van het ontwerp

I. Rechtsgrond

1. Het ontworpen besluit is grotendeels gebaseerd op de regeling van de voorafgaande fiscale akkoorden ingesteld bij artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort als WIB 92), welke bepaling in het Wetboek is ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991 houdende begrotingsbepalingen.

Toen waren zowel de Regering als de Raad van State van oordeel dat die aangelegenheid bij wet diende te worden geregeld, wat de wetgever heeft gedaan.

In zijn advies van 24 februari 1999 over het thans onderzochte besluit heeft de inspecteur van Financiën zich in dezelfde zin uitgesproken en daarbij de volgende opmerking gemaakt :

« Nochtans heeft de inspectie twijfels bij de juridische vorm die er hier aan wordt gegeven. Men introduceert hier immers elementen uit het angelsaksische recht in ons Belgisch systeem : de voorafgaande beslissingen over cases zullen bekend gemaakt worden en dus al snel als precedent dienen. De vraag is dan ook of er voldoende garanties ingebouwd zijn om de rol van zowel de wetgevende als van de rechterlijke macht te respecteren. De inspectie wijst er ten andere op dat dit KB louter op de algemene grondwettelijke bevoegdheid van de Koning ter organisatie van de uitvoerende macht is gesteund (art. 37 en 107, 2e lid), en niet op enige andere wettelijke basis. Dit lijkt nogal mager voor een principesbesluit inzake fiscale aangelegenheden. ».

In verband met dat bezwaar valt op te merken dat in het verslag aan de Koning alleen het volgende is vermeld :

« Het besluit dat ter ondertekening van Uwe Majesteit wordt voorgelegd, wordt genomen op grond van de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet. Deze artikelen verlenen aan de Koning de organieke macht om de aan de Uitvoerende Macht toegekende bevoegdheden te verdelen en om (de) werking (van) de Ministeriële Departementen te regelen. ».

Ces pouvoirs n'incluent pas la faculté d'organiser un régime d'interprétation a priori, liant l'administration, de certaines dispositions fiscales, à la demande de certains contribuables.

L'arrêté en projet, tel qu'il est conçu et rédigé, est, dès lors, dépourvu de base juridique.

2. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 5^o, tend à soustraire du régime des accords fiscaux préalables, des opérations qui en relèvent actuellement, en vertu de la loi, pour leur rendre applicable le système des « décisions anticipées » qu'entend créer l'arrêté en projet. Le Roi ne peut pas interférer dans ce qui est aujourd'hui réglé par la loi.

II. Egalité devant la loi

Tel qu'il est conçu, le projet n'autorise des demandes de « décisions anticipées » qu'à propos des incidences de certaines dispositions fiscales sur des situations ou opérations spécifiques.

Dans son avis sur le texte devenu l'article 345 du CIR 92, le Conseil d'Etat relevait qu'il « (constituait) une innovation juridique : à défaut d'être conçue avec soin, celle-ci pourrait conduire à un affaiblissement du principe d'égalité devant la loi en matière fiscale » (2).

L'arrêté en projet est de nature à susciter les mêmes réserves.

Notes

(1) Voyez, par exemple, l'arrêt a.s.b.l. « Nouvelle clinique de la Basilique », n^o 70.502, du 23 décembre 1997 et l'avis L. 28.473/2 du 23 novembre 1998, donné sur un projet d'arrêté royal relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés.

(2) Avis L. 20.769 des 29 et 30 avril 1991 sur un avant-projet de loi « portant des dispositions budgétaires » devenu la loi du 20 juillet 1991 (*Moniteur belge*, 1^{er} août 1991; avis L. 20.769 et 20.942), extrait (Doc. parl. Chambre, session 1990-1991, n^o 1641/1, p. 70).

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;
P. Lienardy, et P. Quertainmont, conseillers d'Etat;
Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans, premier président.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

3 MAI 1999. — Arrêté royal organisant un système de décision anticipée en matière fiscale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de Etat, modifié par les arrêtés royaux des 19 janvier 1972, 18 juillet 1972, 11 octobre 1973, 7 décembre 1973, 25 juillet 1974, 10 octobre 1974, 19 novembre 1974, 30 juin 1975, 9 janvier 1976, 10 février 1976, 30 mars 1976, 30 juillet 1976, 15 mars 1977, 15 avril 1977, 7 octobre 1977, 31 octobre 1977, 23 juin 1978, 13 novembre 1978, 14 novembre 1978, 11 décembre 1978, 5 juin 1979, 4 février 1980, 11 décembre 1980, 2 mars 1981, 26 mars 1982, 27 janvier 1983, 9 septembre 1983, 8 décembre 1983, 2 mai 1984, 31 août 1984, 9 octobre 1984, 16 janvier 1985, 9 avril 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 22 juin 1988, 21 février 1989, 14 août 1989, 5 décembre 1989, 22 juin 1990, 6 août 1990, 13 août 1990, 9 janvier 1991, 18 janvier 1991, 16 juillet 1991, 16 septembre 1991, 26 septembre 1991, 17 octobre 1991, 23 octobre 1991, 4 mai 1992, 22 octobre 1992, 15 janvier 1993, 14 avril 1993, 2 juillet 1993, 1^{er} décembre 1993, 10 novembre 1994, 2 mars 1995, 13 février 1996, 10 mai 1996, 10 juin 1996, 10 juillet 1996, 20 décembre 1996, 31 janvier 1997, 21 février 1997, 13 avril 1997 et 6 juillet 1997;

Die bevoegdheden omvatten niet de mogelijkheid om een regeling in te stellen om van bepaalde fiscale bepalingen op verzoek van bepaalde belastingplichtingen vooraf een voor het bestuur bindende interpretatie te geven.

Bijgevolg heeft het ontworpen besluit, in zijn huidige lezing, geen rechtsgrond.

2. Artikel 1, § 1, 5^o, strekt ertoe verrichtingen die thans krachtens de wet onder de regeling van de voorafgaande fiscale akkoorden vallen aan die regeling te onttrekken en daarvoor de regeling te laten gelden van de « voorafgaande beslissingen » tot invoering waarvan het ontworpen besluit strekt. De Koning mag zich echter niet mengen in wat thans bij de wet is geregeld.

II. Gelijkheid voor de wet

Zoals het ontwerp is opgevat, maakt het alleen verzoeken om « voorafgaande beslissingen » mogelijk in verband met de gevolgen van bepaalde fiscale bepalingen voor specifieke situaties of verrichtingen.

In zijn advies over de tekst die artikel 345 van het WIB 92 is geworden, heeft de Raad van State erop gewezen dat « (dit artikel)... een juridische nieuwigheid (was): als ze niet zorgvuldig wordt geformuleerd, zou ze kunnen leiden tot een afzwakking van het beginsel van de gelijkheid voor de wet in belastingzaken. » (2).

Het ontworpen besluit geeft aanleiding tot hetzelfde voorbehoud.

Nota's

(1) Zie bijvoorbeeld arrest VZW « Nouvelle clinique de la Basilique », nr. 70.502 van 23 december 1997 en advies L. 28.473/2 van 23 november 1998, gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak.

(2) Advies L. 20.769 van 29 en 30 april 1991 over een voorontwerp van wet « houdende begrotingsbepalingen », welk voorontwerp de wet van 20 juli 1991 is geworden (*Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991; adviezen L. 20.769 en 20.942), uittreksel (Gedr. St. Kamer, zitting 1990-1991, nr. 1641/1, blz. 70).

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;
P. Lienardy en P. Quertainmont, staatsraad, staatsraad;
Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. Regnier, eerste auditeurfdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. Brouwers, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot inrichting van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 januari 1972, 18 juli 1972, 11 oktober 1973, 7 december 1973, 25 juli 1974, 10 oktober 1974, 19 november 1974, 30 juni 1975, 9 januari 1976, 10 februari 1976, 30 maart 1976, 30 juli 1976, 15 maart 1977, 15 april 1977, 7 oktober 1977, 31 oktober 1977, 23 juni 1978, 13 november 1978, 14 november 1978, 11 december 1978, 5 juni 1979, 4 februari 1980, 11 december 1980, 2 maart 1981, 26 maart 1982, 27 januari 1983, 9 september 1983, 8 december 1983, 2 mei 1984, 31 augustus 1984, 9 oktober 1984, 16 januari 1985, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 22 juni 1988, 21 februari 1989, 14 augustus 1989, 5 december 1989, 22 juni 1990, 6 augustus 1990, 13 augustus 1990, 9 januari 1991, 18 januari 1991, 16 juli 1991, 16 september 1991, 26 september 1991, 17 oktober 1991, 23 oktober 1991, 4 mei 1992, 22 oktober 1992, 15 januari 1993, 14 april 1993, 2 juli 1993, 1 december 1993, 10 november 1994, 2 maart 1995, 13 februari 1996, 10 mei 1996, 10 juni 1996, 10 juli 1996, 20 december 1996, 31 januari 1997, 21 februari 1997, 13 april 1997 en 6 juli 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 février 1999;

Considérant que l'absence de pratique systématisée permettant aux opérateurs économiques d'interroger préalablement l'administration fiscale sur la position qu'elle adoptera au moment de l'établissement de l'impôt constitue un obstacle majeur au développement des investissements sur le territoire national, en raison d'une insuffisante prévisibilité quant à l'application des règles régissant l'impôt;

Considérant que la mise en œuvre d'une procédure uniforme tendant à l'obtention d'une décision anticipée quant à l'application de la législation fiscale est un moyen indispensable pour garantir la sécurité juridique des opérateurs économiques;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que chaque jour qui s'écoule sans que ne soit organisé un système de décision anticipée en matière fiscale pourrait entraîner la perte d'investissements essentiels pour le pays;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le délégué du Ministre des Finances statue sur les demandes de décisions anticipées relatives :

1^o aux incidences en matière d'impôts directs et indirects d'un investissement en immobilisations corporelles ou incorporelles, en ce compris leur financement, à l'exclusion des investissements en immobilisations financières, dont la réalisation est prévue sur le territoire belge;

2^o aux conditions de facturation des services prestés par une société résidente ou un établissement belge d'une société étrangère, qui se livre exclusivement, au profit de sociétés liées au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, à des activités préparatoires ou auxiliaires ou à certaines activités d'information non commerciale à la clientèle;

3^o aux conditions de facturation des services prestés par une société résidente ou un établissement belge d'une société étrangère, qui se livre notamment, au sein d'une division distincte et au profit de sociétés liées au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, à des activités visées au 2^o ou à des activités d'intervention administrative dans les ventes;

4^o aux incidences fiscales sur les revenus des membres du personnel spécialisé ou affecté à la recherche scientifique ainsi qu'aux membres du personnel d'encadrement qu'une société affecte temporairement au fonctionnement d'un investissement visé sub 1^o ou à la réalisation d'une activité visée sub 2^o ou 3^o, lorsque ceux-ci n'ont pas établi, en Belgique, leur domicile ou le siège de leur fortune;

5^o au fait qu'un avantage consenti dans les situations visées à l'article 26 du Code des impôts sur les revenus 1992 ne soit pas anormal ou bénévole, ou qu'un paiement visé à l'article 54 du même code réponde bien à des opérations sincères et réelles et qu'il ne dépasse pas les limites normales.

Sa décision ne peut, toutefois, emporter exemption ou modération d'impôt.

§ 2. Sauf les cas où l'objet de la demande le justifie, la décision est rendue pour un terme qui ne peut excéder cinq ans.

La décision lie les administrations fiscales, sauf :

1^o lorsque les conditions auxquelles elle est subordonnée ne sont pas remplies;

2^o lorsqu'il apparaît que tout ou partie des activités exercées par les contribuables visés au § 1^{er}, 2^o ou 3^o, n'ont pas été admises par décision anticipée;

3^o lorsqu'il apparaît que les opérations d'investissement décrites par le demandeur l'ont été de manière incomplète ou inexacte, ou lorsque celles-ci ne se sont pas réalisées de la manière présentée par le demandeur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 1999;

Overwegende dat het feit dat er geen georganiseerde praktijk bestaat die de economische actoren toelaat voorafgaand aan de fiscale administratie te vragen welk standpunt zij zal innemen op het ogenblik van de vestiging van de aanslag, een belangrijke hindernis vormt voor de ontwikkeling van investeringen op het nationale grondgebied, wegens een onvoldoende voorspelbaarheid van de toepassing van de belastingregels;

Overwegende dat het uitwerken van een éénvormige procedure tot het bekomen van een voorafgaande beslissing betreffende de toepassing van de fiscale wetgeving een onontbeerlijk middel is om de juridische zekerheid van de economische actoren te waarborgen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat elke dag die voorbij gaat zonder dat een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken wordt ingericht het verlies van essentiële investeringen voor het land zou kunnen teweeg brengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 19 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De gedelegeerde van de Minister van Financiën beslist over de aanvragen om voorafgaande beslissingen betreffende :

1^o de gevolgen op het stuk van de directe en indirecte belastingen van een investering in materiële of immateriële vaste activa, met inbegrip van hun financiering, met uitzondering van de investeringen in financiële vaste activa, waarvan de realisatie voorzien is op het Belgisch grondgebied;

2^o de voorwaarden inzake de facturering van de verleende diensten door een hier gevestigde vennootschap of een Belgische vestiging van een buitenlandse vennootschap, die uitsluitend activiteiten van voorbereidende aard of met het karakter van hulpwerkzaamheden of sommige activiteiten inzake niet-commerciële informatieverstrekking aan de klanten uitoefenen ten gunste van verbonden vennootschappen in de zin van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen;

3^o de voorwaarden inzake de facturering van de verleende diensten door een hier gevestigde vennootschap of een Belgische vestiging van een buitenlandse vennootschap, die binnen een afzonderlijke afdeling en ten gunste van verbonden vennootschappen in de zin van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, onder andere de in het 2^o vermelde activiteiten of activiteiten inzake administratieve tussenkomst in de verkopen uitoefenen;

4^o de fiscale gevolgen op de inkomsten van gespecialiseerde of aan het wetenschappelijk onderzoek verbonden personeelsleden evenals van het kaderpersoneel van een vennootschap dat tijdelijk aangesteld is voor de uitvoering van de onder 1^o bedoelde investering of voor de uitoefening van een onder 2^o of 3^o vermelde activiteit, wanneer zij hun woonplaats of de zetel van hun fortuin niet in België gevestigd hebben;

5^o het feit dat een voordeel verleend in de omstandigheden als vermeld in artikel 26 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet abnormaal of goedgunstig is, of dat een betaling als vermeld in artikel 54 van hetzelfde wetboek wel degelijk beantwoordt aan een werkelijke en oprechte verrichting en dat zij de normale grenzen niet overschrijdt.

Zijn beslissing kan echter geen vrijstelling of vermindering van belasting tot gevolg hebben.

§ 2. Behoudens de gevallen waarin het voorwerp van de aanvraag zulks rechtvaardigt, wordt de beslissing getroffen voor een termijn die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

De beslissing bindt de fiscale administraties, behalve :

1^o indien de voorwaarden waaraan ze onderworpen is, niet vervuld zijn;

2^o indien blijkt dat de door in § 1, 2^o of 3^o vermelde belastingplichtigen uitgeoefende activiteiten geheel of gedeeltelijk niet door de voorafgaande beslissing zijn toegelaten;

3^o indien blijkt dat de investeringsverrichtingen onvolledig of onjuist omschreven werden door de aanvrager, of indien deze niet werden verwezenlijkt op de wijze omschreven door de aanvrager;

4° lorsque les effets des opérations sont modifiés par une ou plusieurs autres opérations ultérieures.

§ 3. La décision est notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter du jour où sa demande est adressée, par pli recommandé à la poste, au service désigné à l'article 2.

Lorsque la nature de la demande le requiert, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé d'un terme identique par une décision notifiée au demandeur dans le même délai.

§ 4. La décision anticipée sur une demande visée au § 1^{er}, 2°, est notifiée au demandeur dans un délai d'un mois à compter du jour où sa demande est adressée, par pli recommandé à la poste, au service désigné à l'article 2, pour autant que cette demande, établie conformément au modèle arrêté par le Ministre des Finances, puisse être considérée comme complète.

L'absence de notification dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} vaut acceptation de la demande.

Art. 2. Il est institué, sous l'autorité directe du Directeur général de l'Administration des contributions directes, un service des décisions anticipées chargé :

1° d'instruire les demandes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté ainsi que celles fondées sur l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992 et celles portant sur l'agrément ou le renouvellement de l'agrément des centres de coordination;

2° de publier les décisions rendues dans le cadre de l'article 1^{er} du présent arrêté et les accords donnés conformément à l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992, dans la mesure où leur publication est compatible avec le respect des dispositions relatives au secret professionnel.

Le service visé à l'alinéa 1^{er} soumet, en outre, chaque semestre, un rapport de ses activités au Collège de l'Administration générale des impôts et au Ministre des Finances.

Il rédige, en outre, chaque année, un rapport publié dans le Rapport annuel de l'Administration générale des impôts.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

4° indien de gevolgen van de verrichtingen gewijzigd zijn door één of meer andere daarop volgende verrichtingen.

§ 3. De beslissing wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de dag waarop zijn aanvraag, bij ter post aangetekende brief, aan de in artikel 2 aangeduide dienst is toegezonden.

Indien de aard van de aanvraag zulks vereist, wordt de in het eerste lid vermelde termijn met eenzelfde termijn verlengd door een beslissing die binnen dezelfde termijn ter kennis wordt gebracht van de aanvrager.

§ 4. De voorafgaande beslissing op een aanvraag vermeld in § 1, 2°, wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop zijn aanvraag, bij ter post aangetekende brief, aan de in artikel 2 aangeduide dienst is toegezonden, voor zover die aanvraag, opgesteld overeenkomstig het door de Minister van Financiën bepaalde model, als volledig kan worden beschouwd.

Het ontbreken van de kennisgeving binnen de in het eerste lid vermelde termijn, geldt als aanvaarding van de aanvraag.

Art. 2. Onder het rechtstreekse gezag van de Directeur-generaal van de Administratie der directe belastingen wordt een dienst van voorafgaande beslissingen opgericht, die belast is met :

1° het onderzoek van de in artikel 1 van dit besluit vermelde aanvragen, evenals van de aanvragen die gesteund zijn op artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van die welke betrekking hebben op de erkenning of de vernieuwing van de erkenning van de coördinatiecentra;

2° de bekendmaking van de in het kader van artikel 1 van dit besluit getroffen beslissingen en van de overeenkomstig artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 gegeven akkoorden, in de mate dat hun bekendmaking verenigbaar is met de naleving van de bepalingen betreffende het beroepsgeheim.

De in het eerste lid vermelde dienst legt bovendien ieder semester een activiteitenverslag voor aan het College van de Algemene Administratie van de belastingen en aan de Minister van Financiën.

Hij stelt bovendien elk jaar een rapport op, gepubliceerd in het jaarlijks Verslag van de Algemene Administratie van de belastingen.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 1633

[C - 99/03327]

27 MAI 1999. — Arrêté ministériel donnant délégation pour statuer sur les demandes de décisions anticipées en matière fiscale

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 organisant un système de décision anticipée en matière fiscale,

Arrête :

Article unique. Aux fins de statuer sur les demandes visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 mai 1999, délégation est donnée :

- au Directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus;
- au fonctionnaire général chargé de la haute surveillance du service des décisions anticipées;
- au fonctionnaire dirigeant ce service;

Toutefois, lorsqu'il y a lieu de se prononcer sur une application nouvelle de règles existantes ou sur des dispositions étrangères au Code des impôts sur les revenus 1992, la décision est prise par le Directeur général visé à l'alinéa 1^{er} statuant sur avis conforme du Collège de l'Administration générale des impôts.

Bruxelles, le 27 mai 1999.

J.-J. VISEUR

N. 99 — 1633

[C - 99/03327]

27 MEI 1999. — Ministerieel besluit waarbij delegatie wordt verleend om te beslissen over de aanvragen om voorafgaande beslissingen in fiscale zaken

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot inrichting van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken,

Besluit :

Enig artikel. Om te beslissen over de aanvragen vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999, wordt delegatie verleend :

- aan de Directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en de inkomensfiscaliteit;
- aan de ambtenaar-generaal belast met het hoog toezicht op de dienst van voorafgaande beslissingen;
- aan de leidende ambtenaar van deze dienst.

Indien er evenwel moet worden beslist over een nieuwe toepassing van bestaande regels of over bepalingen die niet behoren tot het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt de beslissing genomen door de Directeur-generaal vermeld in het eerste lid op eensluidend advies van het College van de Algemene administratie van de belastingen.

Brussel, 27 mei 1999.

J.-J. VISEUR